



ÉTAT D'URGENCE À LA DGFIP

Sous la pression des agents et des organisations syndicales, les directeurs départementaux de Vendée et du Cher ont avoué. Ils ont divulgué le plan de démantèlement de leur direction d'ici 2022. L'avenir de nos services, du service public, notre avenir, s'annonce très sombre.

Ces directeurs ont été admonestés et les autres directeurs sommés de garder le secret absolu sur les réformes à venir.

ALERTE À LA VAGUE SUBMERSION EN VENDÉE

- suppressions de postes :
 100 emplois supprimés de 2020 à 2022
 - concentrations des services et industrialisation des tâches :
- 1 SPF pour le département, 2 SIE, 2 SIP, disparition des 22 trésoreries existantes et organisation du SPL en front/back-office, création de 2 à 3 agences comptables (pairie départementale et trésorerie des hôpitaux)

LE CRÉPUSCULE DE LA DGFIP DANS LE CHER

- le secteur publique local : destruction du réseau de proximité de trésorerie, créations d'agences comptables en lieu et place de la paierie départementale, de la trésorerie hospitalière et de Bourges municipale
- les services fiscaux :
 seul SPF, 1 seul SIE et 1 à 2 SIP pour le département.

Un accueil uniquement sur rendez-vous.

Et pour le Loir et Cher quel projet ? Nul doute qu'il ressemblera à ceux du Cher et de la Vendée. Avec, en « bonus », les discussions sur le rapprochement avec le Loiret, le danger est grand.

Les projets des directeurs devaient être annoncés en février, le gouvernement à, sournoisement, décider de jouer la montre en repoussant les annonces après son grand débat.

En préalable à toute discussion, la section Solidaires Finances Publiques de Loir et Cher exige que le directeur départemental révèle aux agents le projet qu'il a présenté au directeur général.

IL N'EST PLUS TEMPS D'ATTENDRE. LE DIRECTEUR NOUS DOIT LA VÉRITÉ SUR NOTRE AVENIR !